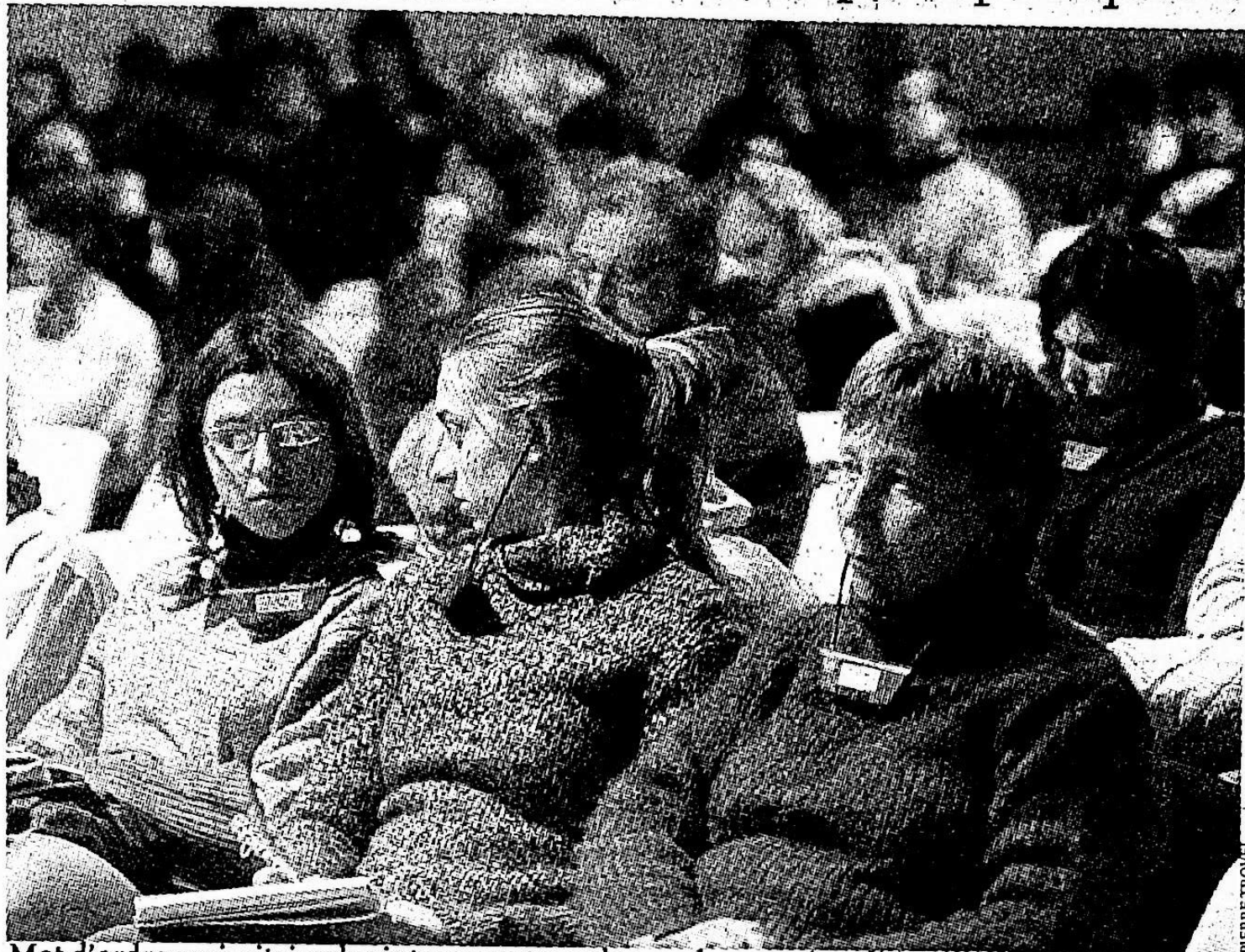


# L'altermondialisme se politise

Environ 6 000 personnes se sont déplacées pour le débat «Mouvement social et citoyen-partis politiques».



Mot d'ordre majoritaire des intervenants: redonner le pouvoir politique aux acteurs sociaux.

Les rapports qu'entretiennent les altermondialistes avec les formations politiques traditionnelles auront été, cette année, au cœur des échanges du FSE. À preuve, les plénières des 13 et 14 novembre, respectivement à La Villette et à Saint-Denis, qui ont chacune fait salle comble.

« Les forums sociaux expriment une volonté citoyenne de se réapproprier la politique. En conséquence, nos questions sont les mêmes que celles qui se posent aux partis politiques, introduit l'un des modérateurs. Affirmer le contraire conduirait à isoler nos réflexions du champ politique dans lequel elles prennent, au contraire, naturellement leur place. » Deux soirs durant, sur cette base commune, vont s'enchaîner les participations alternées d'acteurs syndicaux, de mouvements citoyens et de responsables politiques de premier plan.

Si l'ensemble des intervenants fait chorus sur la nécessité de s'opposer uniment aux atteintes sociales résultantes de la mondialisation capitaliste, très vite pourtant s'instaure deux lignes de partage assez claires. Partage qui ressort à la fois de cette division du travail politique, que déplorent Angela Klein (Marches contre le chômage, Allemagne) et Piero Bernocchi (Cobas, Italie) et de la

difficulté à emporter l'adhésion sans tomber dans le simplisme des déclarations d'intention. Difficulté bien connue des plénières du FSE. Ainsi, les syndicalistes Oliver New (RMT, Royaume-Uni) et Szuzanna Franckfurter (TDM, Hongrie), cantonnant leurs interventions aux domaines de leur expertise locale, sont-ils restés prisonniers de la charge qui leur fut historiquement confiée, celle de la lutte sociale. Tandis que Noël Mamère (Verts, France), Kader Arif (PS, France), Elio Di Rupo (PS, Belgique), et dans une moindre mesure Olivier Besancenot (LCR, France) n'ont pas dépassé le cadre programmatique de leurs partis respectifs, répétant encore ce qu'ils disent toujours.

Restent quelques – mais importants – ponts, dont l'édification est proposée entre mouvement altermondialiste et politique traditionnelle. Pont de mémoire d'abord, par l'entremise de Miren Etxezarreta (collectif, Espagne), qui pose tout l'intérêt pour les altermondialistes de cesser de croire à une nouveauté radicale des luttes actuelles, et de réfléchir en conséquence aux exemples des mouvements de lutte sociale ayant précédé. Pont d'analyse ensuite, grâce à Fausto Bertinotti (PRC, Italie), Piero Bernocchi et Helena Tages-

son (ATTAC, Suède) qui relèvent la structuralité de la crise contemporaine du capitalisme et du déficit démocratique des institutions politiques européennes. Pont de méthode aussi dans la contre-attaque à mettre en place, avec l'insistance de Piero Bernocchi, Angela Klein et Fausto Bertinotti sur l'impérativité de l'internalisation et de la coordination des mouvements de lutte et des fronts. Pont enfin, de réflexion et de projet, dont le propos de Marie-George Buffet (PCF) s'est fait l'écho: redonner le pouvoir politique aux acteurs sociaux. « Pourquoi ne pas concevoir que prendre le pouvoir, c'est le redonner aux gens », interroge-t-elle, « le repenser dans un sens ascendant, pousser l'intervention populaire au plus loin »; construire l'Europe à partir des services publics; se battre sur le terrain même des droits, en créant par exemple quelque chose qui soit aussi révolutionnaire que le fut la création de la Sécurité sociale en France, un droit pour l'emploi et la formation.

Bref, si l'union des mouvements sociaux et citoyens aux partis politiques n'est pas à l'ordre du jour, de l'avis de tous: ni souhaitée ni souhaitable pour le moment, un travail sur des objectifs et des moyens communs devrait pouvoir s'engager.

Jérôme-Alexandre Nielsberg